

80^{ème} ANNIVERSAIRE DU PARC NATIONAL DES VIRUNGA (R.D. CONGO)

Séance académique du 1^{er} décembre 2001

Intervention de François-Xavier de Donnea
Ministre d'Etat
Administrateur de l'Africa Conservation Fund

Quelle heureuse coïncidence : la publication par les Editions Lannoo de l'ouvrage remarquable commémorant le 80^{ème} anniversaire du Parc national des Virunga sort au moment où les nouvelles institutions démocratiquement élues de la République démocratique de Congo se mettent en place !

Elles disposeront d'une légitimité et de moyens d'action, sans pareils depuis des lustres, pour redresser le pays.

Cet ouvrage, ainsi que les nombreux échos dont il jouira dès aujourd'hui, doit rappeler aux nouvelles autorités de la RDC qu'elles ont le devoir sacré de tout mettre en œuvre pour sauver d'une mort lente, non seulement le parc des Virunga, mais aussi les autres sites du patrimoine mondial de l'Unesco que le Congo recèle.

Il s'agit là non seulement d'un devoir moral vis-à-vis de la communauté internationale, mais aussi et surtout du peuple congolais. En particulier, vis à vis des agents de l'Institut Congolais de Conservation de la Nature (ICCN) qui au risque, voire souvent au prix de leur vie, ont lutté au travers de toutes les vicissitudes qu'a connu le Congo, pour sauver l'essentiel des joyaux naturels de leur pays.

Une fois l'est du pays pacifié et sécurisé, le Parc des Virunga et les autres Parcs de l'est du Congo constitueront un gisement touristique inégalé en Afrique : ils abritent des espèces animales et végétales qui n'existent nulle part ailleurs ou qu'ils ne partagent, comme les gorilles de montagne, qu'avec un ou deux pays limitrophes ! Bien gérés, ils seront à terme un facteur de développement économique et social très important pour les populations avoisinantes. Grâce à ses parcs nationaux, le potentiel touristique de la RDC est bien plus important que celui de ses voisins de l'Afrique de l'Est qui en tirent des ressources substantielles.

Le nouveau gouvernement qui sera bientôt installé à Kinshasa devra prendre d'urgence une série de mesures de sauvegarde des parcs et donner à l'ICCN, notamment avec l'aide de la communauté internationale, les moyens d'assurer pleinement ses responsabilités et ses missions dans les parcs nationaux.

Les priorités sont de restaurer la sécurité dans et autour des parcs, principalement au Kivu et en Ituri, de lutter efficacement contre le braconnage, l'occupation illégale des sols et la coupe anarchique des forêts. A cet effet, l'ICCN doit non seulement pouvoir compter sur le Gouvernement à Kinshasa, mais aussi sur l'appui des autorités politiques, civiles et militaires provinciales et locales. Les responsables politiques locaux doivent comprendre que l'intérêt bien compris des populations réside à long terme dans la sauvegarde des parcs et non dans l'occupation illégale des sols ou le braconnage. L'ICCN doit également pouvoir disposer des moyens financiers nécessaires pour rajeunir, former et équiper adéquatement son personnel.

Le nouveau gouvernement de la RDC, les autorités locales concernées et l'ICCN ne pourront toutefois mener seuls ces tâches à bien ! Ils auront besoin de l'aide financière et technique d'organisations publiques et privées étrangères. La présence aujourd'hui de Louis Michel et d'Armand De Decker témoigne de la volonté de la Commission européenne et de la Coopération belge d'y contribuer de façon substantielle. Mais il est aussi souhaitable que le système des Nations Unies (UNESCO, PNUE, PNUD...), la Banque mondiale et la banque Africaine de Développement s'impliquent dans ce vaste projet écologique et économique ! Ils doivent non seulement soutenir en la matière les autorités congolaises et l'ICCN, mais aussi les ONG, telles le WWF ou l'ACF, qui oeuvrent avec elles.

La sécurisation et la bonne gestion des parcs frontaliers (Virunga, Garamba) devront aussi se faire en collaboration avec des pays voisins du Congo.

La relance, vivement souhaitable de la Communauté économique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), serait un cadre idéal pour une gestion coordonnée des ressources naturelles s'étendant de part et d'autres des frontières séparant la RDC, le Rwanda et le Burundi, dont le Parc des Virunga et ses populations animales, notamment de Gorilles, qui circulent d'un pays à l'autre.

La sécurisation des parcs frontaliers et l'éradication des bandes armées et des braconniers qui y sévissent, ne pourront pas non plus se faire sans la collaboration avec d'autres pays limitrophes du Congo, tels que l'Ouganda et le Soudan, qui leur servent parfois de refuge ou de domicile. L'OUA et l'ONU devraient aider la RDC à coordonner son action avec celle de ses voisins en vue de la sécurisation de ses réserves naturelles frontalières.

Pour terminer, permettez-moi de féliciter encore chaleureusement tous les auteurs du livre qui nous a été présenté aujourd'hui, en particulier les orateurs et les co-directeurs de la publication, Marc Languy et Emmanuel de Merode, dont j'ai aussi pu mesurer l'efficacité du travail de terrain au Congo.

La présence de SAR le prince Laurent, de hautes personnalités politiques belges, votre présence si nombreuse à cette séance académique, Mesdames, Messieurs, souligne de façon éclatante que la Belgique soutiendra fermement tous les efforts de la RDC pour protéger et développer le patrimoine mondial dont elle est la dépositaire.

L'Administrateur Délégué Général de l'ICCN, le Pasteur Cosma Wilungula, que je remercie vivement de sa présence, pourra donc rentrer au Congo en sachant qu'il compte de nombreux amis belges déterminés à l'aider concrètement à relever les difficiles défis qui sont les siens. Ceci le confortera dans la détermination sans faille que je sais être la sienne !